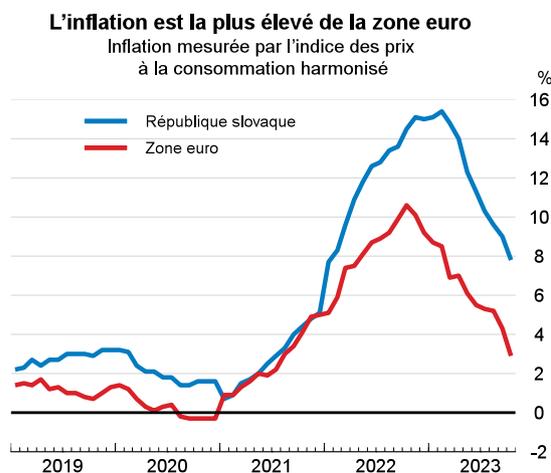
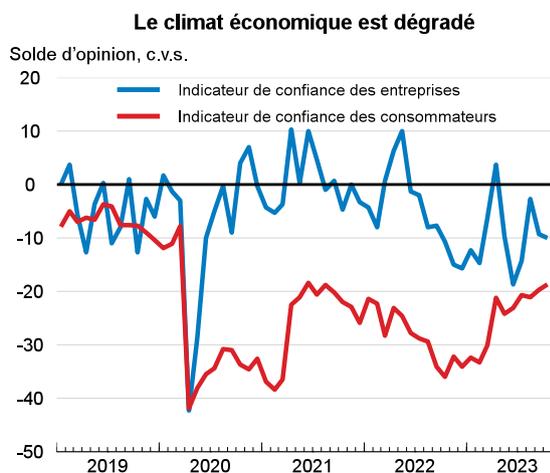


République slovaque

La croissance du PIB devrait gagner en vigueur, passant de 1.1 % en 2023 à 1.8 % en 2024 puis 2.4 % en 2025. Dans un contexte de reflux de l'inflation, la progression du revenu réel des ménages va dynamiser la demande des consommateurs en 2024 et 2025. Le durcissement des conditions financières freinera l'investissement privé tandis que les fonds mobilisés au titre du plan de reprise et de résilience de l'UE soutiendront l'investissement public tout au long de la période considérée. Le redressement de la demande extérieure stimulera les exportations en 2024 et 2025. Les risques de divergence par rapport aux projections sont orientés à la baisse. Il s'agit principalement de risques liés à une moindre absorption des fonds de l'UE, qui pourrait nuire à l'investissement, et à une hausse des prix de l'énergie, qui pourrait alimenter une persistance de l'inflation.

Un assainissement budgétaire est nécessaire pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaires, réduire les tensions inflationnistes et améliorer la viabilité des finances publiques à long terme sur fond de vieillissement démographique rapide. Il conviendrait que la stratégie suivie ne soit pas préjudiciable à la croissance et à l'équité, d'où la nécessité de réformer le régime des retraites, de renforcer l'efficacité de la dépense et d'élargir les bases d'imposition. Une meilleure absorption des fonds de l'UE peut doper la croissance, réduire les disparités socio-économiques et accélérer les transitions numérique et écologique.

République slovaque



Source : Office statistique de la République slovaque (Statistický úrad Slovenskej republiky, SÚSR) ; et base de données des indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) d'Eurostat.

StatLink  <https://stat.link/5sduhr>

République slovaque : Demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
République slovaque						
PIB aux prix du marché	93.4	4.8	1.8	1.1	1.8	2.4
Consommation privée	53.7	2.8	5.6	-1.8	1.0	2.3
Consommation publique	19.6	4.2	-4.2	-2.5	1.2	0.8
Formation brute de capital fixe	18.2	3.5	4.5	6.3	4.1	3.9
Demande intérieure finale	91.5	3.2	3.2	-0.4	1.7	2.3
Variation des stocks ¹	0.0	2.4	-0.2	-6.4	0.5	0.0
Demande intérieure totale	91.4	5.9	2.8	-6.1	2.3	2.4
Exportations de biens et services	79.3	10.4	3.1	-1.8	3.7	3.1
Importations de biens et services	77.3	11.6	4.5	-9.2	4.2	3.1
Exportations nettes ¹	2.0	-0.8	-1.2	7.9	-0.5	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	7.5	8.5	4.2	2.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.8	12.1	11.1	5.2	3.4
IPCH sous-jacent ²	—	3.3	8.2	9.6	4.9	3.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.8	6.1	6.0	6.3	6.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	4.2	-2.5	0.1	1.0	0.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-5.2	-2.0	-5.6	-4.4	-4.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	79.6	65.4	66.0	66.8	66.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	61.1	57.8	58.4	59.2	59.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.5	-8.2	-2.2	-3.6	-3.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/cnv2kt>

La croissance économique est poussive et l'inflation élevée

La croissance économique a ralenti au troisième trimestre de 2023 pour s'établir à 0.2 % en glissement trimestriel. Selon des indicateurs à haute fréquence, elle est restée timide au dernier trimestre de 2023. La confiance des entreprises et des consommateurs reste en demi-teinte. La production et les exportations dans le secteur automobile se sont améliorées au fur et à mesure de la réduction des goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement et du traitement des commandes en souffrance par les entreprises, mais elles restent atones dans les autres secteurs. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé a culminé au début de 2023, mais reste la plus élevée des pays de la zone euro, s'établissant à 7.8 % en octobre. L'inflation sous-jacente, qui ressort à 7.7 % en octobre, a également amorcé sa décrue, mais à un rythme plus lent. Le marché du travail reste résilient, le taux de chômage étant proche de son niveau d'avant la pandémie. Le salaire nominal annuel moyen a progressé d'environ 10 %.

Les conditions de financement se sont durcies. Les banques ont rapidement répercuté la hausse des taux directeurs de la zone euro sur les taux appliqués aux nouveaux crédits accordés aux ménages et aux entreprises. Les prêts bancaires octroyés aux uns et aux autres ont sensiblement diminué et les prix des logements et l'investissement résidentiel ont reculé. Les taux de dépôt bancaire ont également augmenté, mais plus modérément. Compte tenu du niveau actuellement élevé de l'inflation, les taux d'intérêt réel à court terme restent négatifs, à la différence de ce qui est observé dans de nombreux pays de l'OCDE.

Les fonds de l'UE doperont l'investissement public

L'orientation budgétaire a été très expansionniste en 2023. Le déficit budgétaire s'est nettement creusé en raison des mesures de soutien liées à la crise énergétique (3.3 % du PIB) et d'autres mesures à caractère permanent, telles que le relèvement des prestations familiales (1.1 % du PIB) et des réductions de TVA dans les secteurs de l'hébergement et des sports (0.2 % du PIB). Les aides énergétiques devraient être dans une large mesure progressivement supprimées d'ici à la fin de cette année. L'indexation de diverses prestations sociales sur l'inflation antérieure accentuera les tensions sur les dépenses dans les années à venir. La Slovaquie devrait utiliser l'important volant de ressources qui lui sera accordé en 2024-2025 au titre de la Facilité de l'UE pour la reprise et la résilience (environ 2.7 % du PIB en moyenne par an), ce qui va stimuler l'investissement public. Le nouveau gouvernement de coalition formé en octobre ne s'est pas conformé à l'obligation de présenter un budget à l'équilibre pour deux ans selon les règles en vigueur en matière de dette. Les projections reposent sur l'hypothèse d'une orientation budgétaire neutre, légèrement plus stricte que ce qu'impliquerait la règle nationale de dépenses.

La croissance économique va légèrement s'accélérer en 2024 et 2025

Dans un contexte de reflux de l'inflation en 2024 et 2025, le redressement des salaires réels des ménages favorisera la hausse de la demande des consommateurs. L'incidence négative du durcissement des conditions financières sur l'investissement sera en partie compensée par une utilisation accrue des fonds mobilisés au titre du plan de reprise et de résilience de l'UE. Après avoir regagné quelques parts de marché à l'exportation en raison de l'atténuation à court terme des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement, les exportations progresseront dans une large mesure au rythme de la demande extérieure au cours des deux prochaines années. L'inflation globale va refluer, l'inflation sous-jacente fléchissant plus lentement du fait d'un décalage dans la répercussion des prix de l'énergie sur les prix des autres biens ainsi que des effets de l'augmentation des salaires nominaux. Les risques de divergence par rapport aux projections sont orientés à la baisse. Une moindre absorption des fonds de l'UE pénaliserait l'investissement. Une hausse plus sensible que prévu dans les projections des salaires ou des prix de l'énergie pourraient conduire à une persistance de l'inflation.

Il convient d'intensifier l'effort pour assurer la viabilité des finances publiques

Un assainissement budgétaire constant est nécessaire pour apaiser les tensions inflationnistes et assurer la viabilité des finances publiques. Les dépenses consacrées à la défense devraient progresser en direction de l'objectif fixé par l'OTAN, à savoir 2 % du PIB. Les dépenses liées au vieillissement démographique pourraient croître de l'équivalent de plus de 7 points de pourcentage du PIB d'ici à 2070. Il convient de répondre aux défis liés au vieillissement, notamment en renforçant la viabilité du système public de retraite par répartition, par exemple en réduisant les possibilités de départ anticipé à la retraite. La mise en œuvre de mesures destinées à élargir la base d'imposition, notamment la suppression des exonérations et des réductions de TVA accordées ces dernières années et l'amélioration de la discipline fiscale, serait bénéfique pour la viabilité des finances publiques. Il faudrait également diminuer la durée du congé parental afin d'éviter d'adresser aux femmes des contre-incitations à reprendre le travail. D'autres prestations familiales ont nettement augmenté et devraient faire l'objet d'une évaluation soignée. Les aides devraient surtout être orientées, le cas échéant, vers les ménages qui ne sont pas suffisamment couverts par le système de protection sociale. Les importants transferts de fonds de l'UE ouvrent la perspective d'un assainissement budgétaire ambitieux qui ne compromette pas pour autant des investissements essentiels dans l'éducation, la santé ainsi que dans les transitions numérique et écologique.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « République slovaque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b9d4ae89-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.